



La migration n'est pas un problème mais un héritage

par Fatou Faye, Chargée programme Migration et Féminisme

« La migration n'est pas un problème mais un héritage », c'est autour de ce thème que l'association Alternative Espace Citoyen (AEC) basée au Niger, a organisé la cinquième édition du Forum National de la Jeunesse à Agadez (région du Niger) du 25 au 27 avril 2019 avec l'appui du bureau Afrique de l'ouest de la Fondation Rosa Luxemburg et de Medico International. Cette rencontre a réuni plus de deux cent jeunes issus d'organisations de la société civile nigérienne et du monde universitaire. Elle a été l'occasion pour les participants venus d'Agadez, de Dosso, de Tillabéri, de Zinder, de Diffa, de Maradi et de Tahoua d'échanger sur différents sujets tels que (i) la politique migratoire de leur gouvernement, (ii) l'évolution des conventions bilatérales avec l'Europe relatives à la sécurisation des frontières nigériennes à partir de la ville d'Agadez et (iii) les accords d'exploitation minière signés par le Niger.

L'évènement a commencé sur une note musicale des artistes locaux - Troupe Tasko et groupe de Rap Emankayen - qui se sont engagés pour lutter contre l'externalisation des frontières européennes à partir de leur ville. Depuis la nuit des temps, Agadez est un carrefour, un point de passage stratégique emprunté par des milliers de migrants passant par le désert pour rejoindre d'abord le Maghreb (Libye ou l'Algérie) pour y effectuer des travaux saisonniers. C'est vers les années 1960-70 que les migrants ont commencé à rejoindre l'Europe (Espagne) à travers le désert en transitant par Agadez où le commerce et les petits boulots saisonniers permettaient aux migrants de financer la suite de leur voyage. Ceci contribuait considérablement au développement économique de la ville d'Agadez, à travers l'importance des échanges commerciaux, mais aussi à son développement social. Les ressortissants de toutes les nationalités ouest africaines y étaient établies avec un brassage

multiculturel qui entretenait une certaine harmonie entre les résidents.

C'est à partir de 2015 qu'Agadez est tombé sous l'emprise d'une loi interdisant à toute personne d'aller au-delà de la région d'Agadez avec comme conséquence d'interdire la libre circulation dans une région incluse dans l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) où prévaut le principe de libre circulation des personnes. La population d'Agadez ne s'est jamais préparée à une telle restriction car elle avait une culture d'ouverture qui lui a valu une bonne réputation auprès des voyageurs qui passent par le désert.

« C'est une ville dans laquelle l'importance est d'être africain pour s'y sentir à l'aise », dit Abdou Fall. Ce migrant sénégalais établi à Agadez lors d'un « passage comme tout autre jeune candidat à l'émigration ». Malheureusement, sa venue a coïncidé avec la loi de 2015. « Je suis resté bloqué [à Agadez] parce que les routes étaient devenues risquées. J'ai cherché en vain une alternative pour poursuivre mon chemin et le temps a passé. Je suis finalement resté à Agadez. Maintenant, je m'y suis marié. Certes la vie y est difficile comme dans toutes les autres zones rurales africaines. Mais je ne renonce pas à mon projet de rejoindre l'Europe pour tenter ma chance et offrir une vie stable à ma famille. J'ai même gardé le contact avec les membres de ma famille qui ont réussi à passer par le désert pour aller en Europe (ma sœur et mon petit frère). Mais je n'ai pas de problème majeur pour survivre à Agadez ».

De manière coutumière, les habitants de la ville d'Agadez ont toujours participé sans équivoque à la gestion de la migration dans cette partie de l'Afrique. C'est une gestion que les populations ont su initier et assurer par elles-mêmes contrairement aux descriptions médiatiques qui invoquent souvent l'insécurité autour la migration. La ville semble calme et paisible actuellement. Les populations se plaignent de la dégradation de la réputation de leur ville qui grâce aux passages des migrants constituait un pôle économique cosmopolite et un grand carrefour qui reliait l'Afrique noire et le Maghreb.

Lors de ce forum d'échanges, la société civile nigérienne, la mission de l'Organisation Internationale des migrations du Niger, la Commission nationale des droits humains, l'Université d'Agadez, Médecins sans frontières, la Croix Rouge sont entre autres les organisations conviées pour présenter aux Jeunes participants leurs travaux ainsi que leurs appréciations de la situation migratoire dans laquelle elles se meuvent au quotidien en vue d'aider les migrants.

Au cours de ces trois jours de rencontre, les exposés ont tourné autour de plusieurs thèmes comme migration et opportunités, migration et changement climatique, quelle politique migratoire pour l'emploi des jeunes etc.

Ces thèmes ont suscité de longs échanges entre les jeunes participant(e)s. En effet, étant directement concernés, les jeunes du Niger ont profité du forum pour dénoncer par des exemples pratiques les causes de la migration. Ils ont parlé notamment de l'accaparement des ressources naturelles de leur

pays (l'uranium, le charbon, le cuivre, l'or, le phosphate, le molybdène, le zinc, le pétrole, le gaz, le fer, le ciment et d'autres métaux précieux) par les pays occidentaux avec la complicité de leur gouvernement qui signe des accords d'exploitation en défaveur des populations. Ils ont également exprimé leur indignation face à la pauvreté, à l'inexistence de politiques publiques efficaces en vue de la formation et de l'emploi des jeunes, à l'absence d'opportunités de travail décent et accessible, aux morcellements des terres octroyées aux paysans (difficultés de production en grande quantité) et à la situation d'insécurité vécue par les populations face aux attaques djihadistes.

Selon certains participants d'Agadez, « c'est la fameuse loi 36-15 de 2015 qui a mis l'économie de la ville à genoux. En effet, les conseillers municipaux ont enregistré des pertes à hauteur de soixante-cinq (65) milliards chaque année depuis sa . En effet, il s'agissait des taxes que payaient les migrants ainsi que les passeurs pour traverser Agadez. Sans oublier les taxes qui pesaient sur les vendeurs auprès desquels les migrants se restauraient. Le recouvrement de ces fonds constituait le principal budget de la commune d'Agadez.

Maintenant, au lieu de passer par Agadez, les passants contournent la ville bien qu'elle fasse partie

de l'espace CEDEAO. Même si beaucoup prennent encore le risque de passer à Agadez, c'est dans des ghettos qu'ils se réfugient par peur d'être arrêtés par la police alors qu'ils sont sur leur propre territoire ouest-africain ».

Les travaux de groupes ont également permis aux jeunes participants issus de différentes régions de coordonner un plan d'action ainsi que des activités de protestation pacifique pour faire entendre leurs revendications par les autorités locales et étatiques. Par exemple, les jeunes de Diffa ont prévu une journée ville morte pour interpeler l'État sur la résolution des conflits dont les populations restent les seules victimes. Ils ont aussi formulé des recommandations relatives à l'organisation du prochain forum, notamment en ce qui concerne les thèmes à approfondir.

Les travaux du forum vont servir de mémorandum à destination des autorités étatiques et des différentes organisations de la société civile nigérienne. Ces démarches seront couvertes par la radio d'AEC pour aussi permettre aux populations, à travers des débats interactifs, de partager leurs opinions sur des questions essentielles qui les concernent. La projection d'un émouvant film sur les femmes migrantes de Kantché a clôturé le forum.

Tous les articles publiés sur ce site ont été écrits de manière indépendante. Les opinions exprimées engagent leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Rosa Luxemburg Stiftung